

# Études du CEFRES



**CEFRES**

Centre français de recherche  
en sciences sociales

---

N° 7

mai 2005

*L'ODS et l'Europe*

*Annabelle COUSTAURY*

**Les analyses développées dans les *Études du CEFRES* engagent la seule responsabilité de leur auteur.**

# **L'ODS et l'Europe**

**Annabelle COUSTAURY**

## Table des matières

<b>Introduction</b>	5
<b>I. Complexité et ambivalences du discours politique de l'ODS sur l'Europe</b> .....	7
1. L'émergence du discours eurosceptique de l'ODS depuis 1992 : la simultanéité d'un fort soutien à l'adhésion européenne et de prises de positions critiques envers l'UE .....	7
2. Les justifications des positions critiques envers l'UE : amour de l'Etat et libéralisme économique .....	10
3. Euroscepticisme ou euroréalisme ? .....	12
<b>II. Václav Klaus et l'ODS : une unité fragile sur les questions européennes</b> .....	16
1. Václav Klaus, figure centrale de l'ODS et de l'euroscepticisme en République tchèque	16
2. L'euroscepticisme au sein de l'ODS .....	19
3. Les limites du discours eurosceptique de Václav Klaus au sein de son parti .....	21
<b>III. Positionnement stratégique sur la scène politique tchèque et perception par l'opinion publique</b> .....	23
1. Le positionnement de l'ODS vis-à-vis des autres partis sur la question européenne .....	23
2. La perception du discours de l'ODS sur l'Europe par l'opinion publique tchèque et de l'électorat de l'ODS.....	25
3. L'euroréalisme, une stratégie électorale ?.....	27
<b>Conclusion</b> .....	30
<b>Bibliographie</b> .....	30

## Introduction

Alors qu'en 1989 les manifestants scandaient à Prague le « retour à l'Europe », une Europe mythifiée par les dissidents, l'euphorie de la Révolution de velours s'est vite estompée pour laisser place aux doutes et incertitudes liées à l'adhésion de la République tchèque à l'Union européenne (UE). Malgré les difficultés qui ont marqué les négociations d'adhésion, l'UE jouissait encore à la fin des années 1990 d'une image globalement positive dans ce pays.<sup>1</sup> Néanmoins, les débats concrets sur l'adhésion à l'UE ont laissé émerger au sein de la population une « peur de l'inconnu », l'UE apparaissant souvent aux yeux de l'opinion publique comme un système complexe, éloigné voire technocratique et bureaucratique. A cela s'ajoutait la crainte d'une nouvelle domination venue de certains grands pays membres de l'Union, alors même que la République tchèque venait juste de retrouver son autonomie politique. C'est dans ce cadre que sont apparues, au cours des années 1990 et après l'unanimité du « retour à l'Europe » de 1989, des positions divergentes concernant les questions européennes sur la scène politique tchèque et que l'ODS a commencé à diffuser un discours critique vis-à-vis de l'UE.<sup>2</sup>

Le Parti démocratique civique (en tchèque : Občanská Demokratická Strana) est un parti politique conservateur et libéral créé après la scission du Forum civique en 1991 par Václav Klaus, aujourd'hui Président de la République tchèque, et dirigé depuis 2002 par Mirek Topolánek. L'ODS gouverna la République tchèque de 1993 à 1997 et est actuellement dans l'opposition. Il défend une intervention minimale de l'Etat accompagnée d'une faible imposition, d'une limitation de la bureaucratie et d'une moindre régulation économique. Son électorat est avant tout constitué d'entrepreneurs, de citoyens appartenant à la classe moyenne, de jeunes et de citoyens. Le positionnement de ce parti vis-à-vis de l'Europe est complexe et a évolué dans le temps. Au gouvernement, l'ODS a soutenu l'adhésion de la République tchèque à l'UE, et c'est son leader Václav Klaus qui signa en 1996 la demande d'adhésion à l'UE. Mais une fois dans l'opposition, l'ODS développa un discours très critique envers l'UE, jugée trop « sociale » et mise au profit de certains grands pays européens soucieux d'accroître leur influence en Europe. L'UE est perçu dans le discours de l'ODS comme un super-Etat en devenir, bureaucratique, technocrate et anti-démocratique. Lors des négociations d'adhésion puis une fois la République tchèque membre de l'UE, Václav Klaus n'a cessé de marteler ces critiques envers l'UE, jouant tant sur les craintes liées à l'avenir de la République tchèque dans l'Union que sur les insuffisances démocratiques du système politique de l'UE. Avec une telle rhétorique, Václav Klaus s'est vu qualifié sur la scène politique tchèque et européenne « d'euroseptique » et son parti fut rangé dans la même catégorie. Pourtant, l'ODS et son fondateur se défendent d'être euroseptiques, un qualificatif à la connotation trop négative, et se présentent comme « euroréalistes ». Mais la définition de l'eurosepticisme est source de débat en science politique. Si cette attitude peut se définir généralement comme la remise en question des orientations politiques et économiques qui fondent l'UE, la définition des attitudes partisans envers l'UE pose néanmoins problème quant à la diversité des opinions qu'elle peut représenter. Ainsi, plusieurs typologies tentent de clarifier la notion d'eurosepticisme, allant de l'eurosepticisme « mou » ou « dur » de Paul Taggart et Aleks Szczerbiak à la typologie de Petr Kopecky et Cas

---

<sup>1</sup> Neumayer, Laure, La perception de l'Union européenne en République Tchèque, in : La Nouvelle Alternative, mars 1998, p. 25

<sup>2</sup> Melich, Jiří, "Representations, Elites, the European Union, and Dubious Rhetoric: The Case of the Czech Republic." Essai publié pour la conférence "Interdependencies between Eastern and Western Economic and Political Elites in the Process of EU Enlargement" à Brême le 13 et 14 mai 2005. p.15

Mudde différenciant euro-enthousiasme, europragmatisme, euroscepticisme et eurorejet en passant par la classification de Nicolo Conti et Luca Verzichelli entre européenisme fonctionnel et européenisme d'identité<sup>3</sup>. En dehors des tentatives de catégorisation qui seront évoquées dans cette étude, l'euroscepticisme peut aussi être appréhendé comme une stratégie électoraliste visant à capitaliser les doutes de l'opinion publique vis-à-vis du nouveau centre de prises de décision politique que constituent les institutions communautaires.

Outre la définition même du rapport de l'ODS à l'UE (euroréalisme – euroscepticisme), l'analyse de ce parti et des problématiques européennes pose différents problèmes. Tout d'abord, on peut se demander si son discours eurosceptique est cohérent avec les fondements politiques et économiques du parti : alors que l'ODS soutient l'adhésion à l'UE, elle la critique en même temps ; alors que l'ODS se présente comme un parti pragmatique, moderne, dont les arguments économiques sont basés sur des théories « rationnelles », l'ODS joue sur « l'émotionnel », les craintes liées à l'inconnu de l'avenir européen et un certain nationalisme. Ensuite, on peut se demander si le discours eurosceptique du fondateur de l'ODS est accepté et relayé par tous les responsables, membres et sympathisants de l'ODS. Y a-t-il une unité solide sur cette question ? Enfin, alors qu'une majorité des Tchèques se dit satisfaite de l'élargissement, on peut se demander quel rôle peut encore jouer le discours eurosceptique dans ce pays.

La première partie de cette étude sera consacrée à l'analyse du discours politique sur l'UE diffusé par l'ODS, en tentant de rendre compte de son évolution et de sa complexité. Ensuite, il s'agira d'examiner les débats internes au sein du parti afin de percevoir comment sa structuration fait apparaître la position centrale de son leader Václav Klaus mais aussi certaines limites posées à son discours eurosceptique. Enfin, la troisième partie s'attachera à la perception du discours de l'ODS sur l'Europe, au niveau des partis politiques présents sur la scène politique tchèque ainsi qu'au niveau de l'opinion publique. L'euroscepticisme est-il finalement une bonne stratégie pour l'ODS ?

---

<sup>3</sup> Kopeček, Lubomír, Euroskeptici, europeanisté, euroentuziasté, eurofobové - jak s nimi pracovat? In : Politologický časopis, N°. 3, p. 240-262, p.240

## I. Complexité et ambivalences du discours politique de l'ODS sur l'Europe

### *1. L'émergence du discours eurosceptique de l'ODS depuis 1992 : la simultanéité d'un fort soutien à l'adhésion européenne et de prises de positions critiques envers l'UE*

Dès sa création en 1991, l'ODS soulignait déjà l'importance de l'adhésion de la République tchèque à l'UE qui apparaissait, avec l'adhésion à l'OTAN, comme l'un des buts premiers de la politique étrangère tchèque. Mais les raisons du soutien à l'adhésion européenne différaient de celles mises en avant par le Forum Civique.<sup>4</sup> Il ne s'agissait pas de concrétiser une réunification politique et culturelle de l'Europe idéalisée par les dissidents tchèques, mais plutôt d'ouvrir des perspectives économiques au pays en transition. L'entrée dans l'UE de ce pays était déjà perçue par l'ODS avant tout sous un angle économique, pour son ouverture vers de nouveaux marchés.

Mais avec le temps, le parti est passé d'une représentation optimiste de l'UE à un « néo-réalisme »<sup>5</sup>, mettant un accent particulier sur l'Etat et la nation tchèque et déployant des critiques visant la prétendue « égalisation » ou homogénéisation européenne résultant d'une fédéralisation de l'Europe. Dans un article paru en 1994 dans *The Economist* consacré à sa vision de l'intégration européenne, Václav Klaus fit part de son rejet d'une Europe supra-nationale. Ainsi, il déclara qu'« aucun des problèmes ne sera résolu en recherchant une solution au niveau d'une entité européenne supranationale » et que « l'intégration signifie l'élimination des barrières restreignant les mouvements des hommes, des idées, des biens, des services, de la main d'œuvre et du capital. Cela n'implique pas le remodelage des Européens en une nouvelle variété d'homo européens »<sup>6</sup>. Dès 1994, Václav Klaus exprimait ainsi sa méfiance vis-à-vis d'une Europe fédérale en formation, précurseur de l'affaiblissement de l'Etat qu'il considère comme le seul niveau de pouvoir démocratique apte à résoudre les problèmes politiques. L'Europe telle qu'il la décrivait déjà est source d'égalisation, de négation des différences nationales, capable de modeler le citoyen national en un « homo européens ».

A partir de 1995, l'ODS reprit l'idée développée par Václav Klaus l'année précédente et se positionna comme le défenseur des intérêts nationaux de la République tchèque. Ainsi, au congrès de l'ODS du 18 et 19 novembre 1995 à Hradec Králové, le parti approuva un programme politique dans lequel on pouvait lire : « Nous ne voulons pas cependant dissoudre notre Etat dans des structures supranationales naissantes sans racines factuelles profondes et sans réelle identité. Nous voyons la force de l'Europe dans sa diversité et non dans son uniformité »<sup>7</sup>.

---

<sup>4</sup> Hadjiisky, Magdalena, De la mobilisation citoyenne à la démocratie de partis. Participation et délégation politiques dans la nouvelle démocratie tchèque (1989-1996), Thèse de doctorat sous la dir. de Jacques Rupnik, IEP Paris, 2004

<sup>5</sup> Cabada, Ladislav, Lipicer, Simona Kustec, « Europeizace národních politických stran – příklad České republiky a Republiky Slovinsko », disponible sur la page Internet : [http://veda.fsv.cuni.cz/doc/KonferenceRCS/pol\\_cabada.doc](http://veda.fsv.cuni.cz/doc/KonferenceRCS/pol_cabada.doc)

<sup>6</sup> Klaus, Václav, "So far so good", in : *The Economist*, 19 septembre 1994, p.57-58

<sup>7</sup> Programme politique de l'ODS approuvé au 6ème Congrès de l'ODS le 18 et 19 novembre 1995. (Politický program ODS schválený VI. kongresem ODS, 18. - 19. listopadu 1995 v Hradci Králové). « Nechceme však

Le 23 janvier 1996, Václav Klaus remit officiellement à Rome la demande d'adhésion de la République tchèque à l'UE, dont la formulation était la suivante : « Le gouvernement de la République tchèque est conscient de l'utilité et de l'irréversibilité du processus d'intégration européenne et de sa formulation actuelle et unique dans le cadre des institutions européennes et réalise aussi la perspective et le potentiel futur que ce cadre propose »<sup>8</sup>. Néanmoins, certaines critiques envers l'UE ont émergé lors de la signature de la demande. Ainsi, on pouvait lire dans le même document : « Il n'a pas été facile de comprendre les principes de la construction des mécanismes de l'UE, compliquée et parfois insuffisamment transparente... et de se débarrasser de la méfiance envers cette masse composée »<sup>9</sup>. Ici apparaissait une autre critique envers l'UE : les institutions européennes seraient opaques voire arbitraires et elles ne répondraient pas à l'idéal démocratique dont elles se réclament.

Si les critiques envers l'UE existaient avant la crise gouvernementale de 1997 et les élections de 1998, leur fréquence et leur intensité se sont accélérées à partir du passage de l'ODS dans l'opposition<sup>10</sup>. Une fois dans l'opposition, l'ODS déclara à maintes reprises sa détermination à ne pas laisser se dissoudre l'Etat tchèque dans les structures supranationales comme l'UE<sup>11</sup>. La défense des « intérêts nationaux » devint un thème central du discours politique et de la rhétorique électorale de l'ODS. L'intensification de l'eurosepticisme de l'ODS était aussi en lien avec la position de la République tchèque vis-à-vis de l'Europe, passant du statut de simple candidat à celui de négociateurs des conditions de son entrée.

Il ne faut cependant pas négliger l'effort de l'ODS de rapprocher son pays de l'UE, afin que la République tchèque incorpore son activité politique et économique dans une union économique puissante. Cette volonté d'ouvrir de nouvelles perspectives à la République tchèque ne dispensait pas l'ODS d'afficher à nouveau sa méfiance envers l'Europe fédérale. Dans son programme électoral de 1998, l'ODS mit en avant deux thèmes, à savoir la défense des intérêts nationaux et la volonté d'une politique réaliste en phase avec les conditions géographiques, géopolitiques et démographiques de la République tchèque.<sup>12</sup> Dans le chapitre consacré à la politique étrangère apparaissait l'ébauche d'une adhésion « réaliste », qui se manifestait en dehors du rejet de l'Europe fédérale, par l'exigence de conservation de la souveraineté nationale et du maintien de l'hétérogénéité en Europe déjà évoqué. Avec la défense d'une « Europe des nations », l'ODS lança son slogan « oui à l'intégration, non à la dissolution »<sup>13</sup>. Les institutions européennes ne méritaient pas en effet la même importance selon l'ODS. La Commission européenne n'était pas considérée comme le reflet des représentations politiques nationales et, par conséquent, n'étant ni légitime ni représentative, elle ne devrait pas voir ses prérogatives renforcées. A l'inverse, le Conseil de l'UE était perçu comme l'institution la plus légitime et

---

rozpustit náš stát v nadnárodních strukturách vznikajících bez hlubokých faktických kořenů a bez reálné identity. Sílu Evropy vidíme v její rozmanitosti, a nikoli v její uniformitě »

<sup>8</sup> Kateřina Jirsová, Občanská demokratická strana a Evropská unie, in : Europeum, 22 juin 2000. „Vláda České republiky si uvědomuje prospěšnost a nevratnost procesu evropské integrace a jeho unikátní aktuální vyjádření v konceptu institucí Evropské unie, uvědomuje si i perspektivnost a budoucí potenciál, který tento koncept nabízí“.

<sup>9</sup> Idem, « Nebylo lehké porozumět principům budování složitého a někdy nedostatečně transparentního mechanismu Evropské unie ... a oprostít se od nedůvěry k tomuto složitému tělesu ».

<sup>10</sup> Idem, p. 177

<sup>11</sup> Kateřina Jirsová, Občanská demokratická strana a Evropská unie, in : Europeum, 22 juin 2000

<sup>12</sup> Dürr, Jakub - Marek, Dan - Šaradín, Pavel: Europeizace české politické scény: politické strany a referendum o přistoupení k EU. Mezinárodní vztahy, 1/2004, p.33

<sup>13</sup> „Integrace ano, rozplynutí ne“.



représentative, dans la mesure où elle est constituée des représentants des gouvernements nationaux. Elle devrait ainsi devenir l'institution centrale suivant l'approche inter-gouvernementale prônée par l'ODS.

Lors de la campagne électorale pour les élections parlementaires de 2002, l'ODS réaffirma sa préférence pour les liaisons euro-atlantiques et la nécessité de défendre les intérêts nationaux. En même temps, le parti rejeta l'étiquette de parti nationaliste qui lui était attribuée dans le débat politique tchèque<sup>14</sup>. L'ODS se voulait en faveur de l'adhésion à l'UE, comme le montre le titre de son programme « l'ODS vote pour l'UE ». Mais comme en 1998, l'ODS s'en prit à la création supposée d'un super-Etat et se voulait l'unique défenseur des intérêts nationaux de la scène politique tchèque. Dans les déclarations du parti, on pouvait lire ainsi : « L'ODS ne voit pas le futur de l'intégration européenne dans l'égalisation artificielle de tous les Etats européens dans les domaines juridiques, politiques, économiques et institutionnels, sans la prise en compte des traditions nationales particulières »<sup>15</sup>. En 2000, Václav Klaus déclara qu'il ne voulait pas « d'Euro-tchèque » et qu'il ne voulait pas non plus que figure sur sa carte d'identité la nationalité européenne<sup>16</sup>. Avec de telles déclarations, il fit craindre que l'UE finisse par rendre le continent européen homogène, jusqu'à la disparition complète des différences nationales.

Entre les élections de 2002 et le référendum de 2003, l'ODS maintint ses arguments présentés précédemment et renforça ses attaques à l'encontre du gouvernement social-démocrate qu'il présenta comme un gouvernement trop faible pour défendre les intérêts de la nation lors des négociations européennes. Cette idée fut ouvertement exprimée dans le programme de l'ODS de 2003 : « Le gouvernement socialiste ment systématiquement aux citoyens de l'UE. (...) Il ne parle pas des nombreuses conditions avilissantes de notre adhésion pour lesquelles il porte l'entière responsabilité »<sup>17</sup>. Petr Husák, alors porte-parole de l'ODS, annonça le jour du référendum à la presse que l'incapacité du gouvernement pourrait avoir une influence négative sur la participation au référendum, et aussi invitait-il les électeurs et partisans à se rendre au référendum et à voter pour l'entrée de leur pays dans l'UE<sup>18</sup>.

Ainsi, l'analyse du discours de l'ODS sur l'UE révèle un balancement constant entre un soutien à l'adhésion à l'UE et des critiques très dures contre l'UE elle-même. Si l'adhésion à l'UE était un point central du programme électoral de l'ODS en 2002, il oscilla entre l'affirmation de son engagement pour l'adhésion et la définition de conditions restrictives présentées comme un moyen de protéger les intérêts nationaux.<sup>19</sup> Cette idée fut exprimée dans la

<sup>14</sup> Dürr, Jakub - Marek, Dan - Šaradín, Pavel: Europeizace české politické scény: politické strany a referendum o přistoupení k EU. Mezinárodní vztahy, 1/2004, p.33

<sup>15</sup> ODS (2002): ODS volí EU. Praha: Hlavní kancelář ODS, 2002. „ODS nevidí budoucnost evropské integrace v umelém zarovnání všech evropských států do jednoho právního, politického, ekonomického a institucionálního rámce, bez ohledu na odlišné národní tradice.“

<sup>16</sup> Czech Opposition Leader Does Not Want `Euro-Czechs',” Radio Free Europe /Radio Liberty, Newslite, 12 juin 2000

<sup>17</sup> ODS (2003 a): Když do EU, tak s ODS, [http://www.ods.cz/docs/programy/leaflet\\_EU.pdf](http://www.ods.cz/docs/programy/leaflet_EU.pdf) „Socialistická vláda naproti tomu o EU občanům soustavně lže. (...) Nehoví o mnohdy nedůstojných podmínkách našeho vstupu, za které nese svým vyjednáváním plnou zodpovědnost.“

<sup>18</sup> Petr Husák, 13 juin 2003. „ODS je před dnešním referendem o vstupu do EU zneklidněna zjevným selháním vlády při vedení kampaně i při komunikaci s občany. Obáváme se, že vládní neschopnost by mohla negativně ovlivnit jak účast, tak výsledky hlasování. Proto znovu vyzýváme naše voliče a příznivce, aby k referendu přišli a aby hlasovali pro vstup do EU.“ (ODS, 2003 a.)

<sup>19</sup> Perottino, Michel, The Czech accession referendum, « yes, but no passion », in : De Waele, Jean-Michel: *European Union Accession Referendums*, Éditions de l'Université Libre de Bruxelles, 2005, p. 23-30, p. 27

presse tchèque : le journaliste Tomáš Menschik affirma en 2002 que « la position de l'ODS envers l'UE se meut comme une balançoire ». <sup>20</sup> En réponse à cette comparaison, Václav Klaus affirma dans un article paru dans le même journal que cette comparaison n'avait pas de sens <sup>21</sup>. Force est de constater cependant la particularité du discours de l'ODS sur l'UE qui souhaite l'adhésion tout en la critiquant, d'un autre côté, un pan entier de la construction européenne, celle de l'Europe politique.

## ***2. Les justifications des positions critiques envers l'UE : amour de l'Etat et libéralisme économique***

L'approche de la question européenne par le fondateur de l'ODS peut être qualifiée de « conservatrice libérale » <sup>22</sup>. Elle peut être perçue comme le mélange d'une passion pour l'Etat nation et d'un libéralisme économique très fort qui, par essence, nie certaines prérogatives de l'Etat tant défendu. C'est notamment sur ces deux éléments que se fondent les critiques de l'ODS envers l'UE.

Dans un premier temps, l'UE est une menace pour la nation tchèque et sa forme étatique. Elle fait craindre une perte de souveraineté, la dissolution de l'Etat tchèque dans une masse confuse, la domination de certains grands pays comme la France et l'Allemagne qui ont une place de choix dans l'UE en raison notamment de leur poids économique et politique. Face à ces craintes agitées continuellement par l'ODS, ce parti se propose de défendre énergiquement les intérêts nationaux. Il faut rappeler que l'argument « nationaliste » est ancré dans la longue histoire de dominations qu'a connu la République tchèque ; les hégémonies austro-hongroise, germanique et russe ont en effet laissé des marques dans la conscience collective tchèque et l'ODS ne se prive pas de les raviver. Le proverbe suivant, devenu populaire, illustre bien cet état d'esprit : « Nous avons survécu à Vienne, nous avons survécu à Moscou, nous survivrons à Bruxelles ». Mais c'est l'Allemagne, et notamment celle de l'ancien chancelier Gerhard Schröder, qui inspire le plus de méfiance. Elle est présentée comme un géant capable de devenir propriétaire des industries tchèques historiques, à commencer par Škoda racheté par Volkswagen dès 1991. Outre la peur d'une germanisation de l'économie tchèque, l'Allemagne est aussi perçue comme une menace politique en raison du projet d'Europe fédérale qu'elle défend.

Le discours de l'ODS insiste aussi sur les « injustices » du système communautaire qui révèlent l'hégémonie de certains grands pays, dont la France. L'exemple souvent avancé est le suivant : alors que les agriculteurs tchèques touchent environ quatre fois moins de subventions agricoles que les agriculteurs français et alors que les citoyens tchèques ne peuvent pas aller travailler en France de plein droit en raison des mesures transitoires de limitation de la liberté de circulation, les entreprises allemandes, autrichiennes et françaises viennent accroître leur profit en s'installant en République tchèque. Elles rachètent des pans entiers de l'industrie tchèque

---

<sup>20</sup> Tomáš Menschik, « ODS volí Evropskou unii. Ale jakou? », in : Lidové Noviny, 25 avril 2002

<sup>21</sup> Václav Klaus, , Klaus, „ODS a Evropska Unie“, in : Lidové noviny, 1 mai 2002

<sup>22</sup> Neumayer, Laure, “La vision de l'intégration de Václav Klaus, in: La Nouvelle Alternative, mars 1998, p.30

(industrie laitière, sucrière...). C'est en mettant en parallèle ces deux faits que l'ODS tente de démontrer que l'UE est un système injuste, dont les membres puissants parviennent à profiter de l'élargissement aux pays d'Europe centrale sans se soucier de leur développement. De cette idée résulte le slogan du programme de l'ODS pour l'élection du Parlement européen « Equal Chances for all », des chances égales pour tous les Etats membres.

Dans un deuxième temps, l'UE est fortement critiquée pour ses tendances « socialistes » ou « socialisantes » qui vont à l'encontre du libéralisme défendu par l'ODS. Lors d'un discours prononcé le 10 septembre 2005, Václav Klaus a même comparé la situation économique européenne au modèle communiste et ajouta que « l'économie insuffisamment libéralisée de l'UE est la source des résultats économiques médiocres du continent »<sup>23</sup>. L'UE s'apparenterait à une « forteresse » protectionniste, alors qu'avant l'adhésion à l'UE, les besoins de la République tchèque étaient liés, pour l'ODS, à l'ouverture de marchés plutôt qu'aux aides financières.<sup>24</sup> L'ODS regrette ainsi que l'UE ne soit pas assez libérale, argument contraire à celui répandu en France par exemple, où l'écrasante majorité des critiques lancées contre l'UE (et notamment le projet de constitution) portait lors de la campagne pour le référendum sur « l'ultra-libéralisme » des politiques européennes. Mais l'ODS fonde son argumentaire libéral sur des théories économiques qui se veulent « rationnelles », réalistes, concrètes. Il défend l'idée d'une Europe réellement libérale et rejette toute idée d'Europe politique et militaire qui serait source de tension ou de désaccord avec l'OTAN, seule organisation à garantir vraiment la sécurité du pays selon l'ODS. L'ODS et son fondateur s'inscrivent dans une filiation thatchérienne, mêlant néo-libéralisme et pro-atlantisme.

La rhétorique ODS est donc fondée sur une combinaison de considérations liées aux théories économiques libérales et sur des sentiments nationaux appartenant au domaine des émotions et ancrés dans la conscience collective tchèque.<sup>25</sup> Ainsi, certains observateurs voient dans la rhétorique de Václav Klaus un « populisme pragmatique »<sup>26</sup> : il réussit à jouer la carte nationaliste, voire populiste, tout en mettant en avant un bon sens à tout épreuve. Il recourt à « l'émotionnel », aux sentiments, pour toucher son audience.<sup>27</sup> Une fois avoir attisé diverses craintes liées au futur de la République tchèque dans l'UE, il se présente ou présente son parti comme le seul défenseur crédible des intérêts nationaux, étant pragmatique, réaliste et conscient des dangers que son pays encourt. Doit-on alors parler d'eurosepticisme ou d'euroréalisme ?

---

<sup>23</sup> « Klaus srovnal nevládní organizace s komunisty », Mlada Fronta Dnes, 10 septembre 2005

<sup>24</sup> Neumayer, Laure, « La vision de l'intégration de Václav Klaus », in: La Nouvelle Alternative, mars 1998, p.31

<sup>25</sup> Melich, Jiří, « Representations, Elites, the European Union, and Dubious Rhetoric: The Case of the Czech Republic. » Essai publié pour la conférence « Interdependencies between Eastern and Western Economic and Political Elites in the Process of EU Enlargement » à Brême le 13 et 14 mai 2005. p.19

<sup>26</sup> Idem, p. 26

<sup>27</sup> Palouš est cité dans l'article de Jim Norman, « The European Union, Czech Sovereignty, and the 'Klaus Factor' », in : The New Presence, mars 2000

### 3. *Eurosepticisme ou euroréalisme ?*

Dans un article de *The Economist* paru en septembre 1994, Václav Klaus affirmait alors: « je suis un euro-optimiste quant aux chances de réussite de l'intégration européenne et quant au bénéfice qu'elle engendrera ; je suis un euro-réaliste quand il s'agit à la fois de la probabilité et de la nécessité d'unir l'Europe sous une seule bannière idéologique »<sup>28</sup>. Si l'on demande aujourd'hui à un membre de l'ODS, si son parti défend des positions eurosceptiques, la réponse sera aussi négative : l'ODS n'est pas contre le projet européen, il n'est pas contre l'UE mais contre les « injustices » qui résultent de la forme actuelle de l'UE et qui affaiblissent la République tchèque. L'ODS considère ainsi que le « mainstream », la pensée courante en Europe, est l'eurofédéralisme. Et c'est contre cette forme particulière que l'ODS se bat. Certains hommes politiques de l'ODS vont jusqu'à affirmer que ce n'est pas l'ODS qui est anti-européenne, mais des pays comme la France qui maintiennent des restrictions quant à l'ouverture de leur marché du travail.

D'un point de vue théorique, la détermination entre euroréalisme et euroscepticisme est délicate. Plusieurs typologies de science politique tentent de clarifier la notion d'euroscepticisme. En 1998, Paul Taggart définissait l'euroscepticisme comme une opposition occasionnelle, qualifiée ou non qualifiée, envers le processus d'intégration européenne<sup>29</sup>. Avec Aleks Szczerbiak, ils distinguent ensemble en 2000 l'euroscepticisme dit « dur » (*hard*), constitué d'une opposition de principe à l'UE et à l'intégration européenne, de l'euroscepticisme dit « doux » ou « mou » (*soft*) qui consiste en une objection occasionnelle ou qualifiée à l'intégration européenne<sup>30</sup>. Alors que les eurosceptiques « durs » sont par exemple pour la sortie de leur pays de l'UE, les eurosceptiques « doux » rejettent certaines politiques européennes ou souhaitent défendre l'intérêt national s'il apparaît en contradiction avec la politique européenne du moment. L'ODS semble alors appartenir à la deuxième catégorie mais cette dernière catégorie pose problème tant son champ est large. Petr Kopecký et Cas Mudde tentent de résoudre ce problème en proposant, en 2002, une nouvelle typologie qui différencie :

- les europhiles et europhobes
- les euro-optimistes et europessimistes<sup>31</sup>.

Celle-ci est fondée sur la distinction entre le soutien général ou diffus à l'idée d'intégration (catégorie à laquelle appartiennent les europhiles et les europhobes) à celle plus spécifique liée à la pratique de l'intégration européenne et à son approfondissement (qui comprend les euro-optimistes et les europessimistes)<sup>32</sup>. A partir de là, quatre idéal-types de partis apparaissent :

- les partis europhiles et euro-optimistes sont qualifiés de partis euro-enthousiastes ;

<sup>28</sup> Klaus, Václav, "So far so good", in : *The Economist*, 19 septembre 1994, p.57-58

<sup>29</sup> Paul Taggart, *A Touchstone of Dissent: Euroscepticism in Contemporary Western European Party Systems' European Journal of Political Research* 1998 Vol.33: 363-388

<sup>30</sup> Paul Taggart, Aleks Szczerbiak, *Opposing Europe: Party Systems and Opposition to the Union, the Euro and Europeanisation Sussex European Institute Working Paper No.36. 2000*

<sup>31</sup> Kopecký, Petr and Mudde, Cas, 'The Two Sides of Euroscepticism: Party Positions on European Integration in East Central Europe', *European Union Politics*, 3/3, (2002), pp. 297-326.

<sup>32</sup> Kopeček, Lubomír, *Euroskeptici, europeanisté, euroentuziasté, eurofobové - jak s nimi pracovat? In : Politologický časopis, N° 3, 2004, p. 240-262, p.243*

- les partis europhiles mais europessimistes correspondent aux partis eurosceptiques, car ils sont en principe pour l'intégration mais ne soutiennent pas la forme actuelle de l'UE) ;
- les partis « euro-rejeteurs » sont à la fois europhobes et europessimistes ;
- les partis europragmatiques, mêlant europhobie et euro-optimisme ne soutiennent pas l'idée d'intégration européenne mais acceptent le développement concret actuel ou futur de celle-ci.

A partir de cette nouvelle typologie, on peut tenter de classer les principaux partis tchèques dans le tableau suivant:

	Dimension du soutien à l'intégration européenne		
Dimension du soutien à l'UE		Europhile	Europhobe
	Euro-optimiste	<b>Euro-enthousiaste</b> ČSSD, KDU-ČSL, US	<b>Europragmatique</b>
	Europessimiste	<b>Eurosceptique</b> ODS	<b>Eurorejeteur</b> KSČM

Source : Kopeček, Lubomír, Euroskeptici, europeanisté, euroentuziasté, eurofobové - jak s nimi pracovat? In : Politologický časopis, N° 3, p. 240-262, p.245

L'ODS apparaît néanmoins comme le parti eurosceptique le plus ouvert, fortement orienté vers l'ouest, ayant été notamment l'acteur principal du succès des relations entre l'UE et la République tchèque dans les années 1990. Mais il considère aussi le projet européen d'un point de vue de la seule et unique coopération économique dans le marché commun et critique les autres dimensions. Kopecky et Mudde tentent d'affiner la définition de la catégorie europragmatique : cette catégorie n'est pas contre l'idée d'une intégration européenne mais soutient l'intégration européenne sur la base d'une décision délibérée de juger positivement l'entrée dans l'UE, parce que le pays en question peut en tirer des bénéfices<sup>33</sup>. Comme le montre le politologue tchèque Kopeček, ce commentaire permettrait d'inclure la position « eurosceptique » de l'ODS<sup>34</sup>. Cette typologie ne permet cependant pas de définir clairement la nature de la position de l'ODS envers l'UE et laisser un doute entre le caractère eurosceptique et europragmatique du parti.

<sup>33</sup> Kopecký, Petr and Mudde, Cas, (2002), p. 302-303

<sup>34</sup> Kopeček, Lubomir, (2004), p.246

Une nouvelle formulation de l'eurosepticisme « mou » et « dur » fut présentée en 2003 par ses créateurs, Paul Taggart et Aleks Szczerbiak : l'eurosepticisme dit « dur » est alors une opposition de principe au projet d'intégration européenne matérialisée par l'UE et basée sur le transfert des compétences nationales vers les institutions supranationales européennes. Au contraire, l'eurosepticisme « mou » consiste en un accord avec le projet d'intégration européenne qui transfère des compétences aux institutions supranationales comme l'UE, mais aussi en une opposition à la direction actuelle ou planifiée de l'intégration basée sur un élargissement des compétences de l'UE<sup>35</sup>. Nicolo Conti et Luca Verzichelli vont alors reprendre les notions renouvelées d'eurosepticisme « mou » et « dur » et y ajouter la notion d'europanisme de fonction et d'identité. L'europanisme de fonction correspondrait alors à un soutien à l'UE dans le seul but de servir les intérêts nationaux ou ceux du parti alors que l'europanisme d'identité représenterait un soutien de principe à l'UE qu'il faudrait défendre malgré les fardeaux qu'elle pourrait engendrer. A partir de ces distinctions, les positions des partis tchèques envers l'UE peuvent se décliner de la manière suivante :

	<b>Caractéristiques</b>	<b>Partis</b>
<b>Eurosepticisme « dur »</b>	Opposition de principe à l'UE et à l'intégration européenne (sortie de l'UE souhaitée ou changement radical de la trajectoire du projet européen). Dimension protestataire.	KSČM
<b>Eurosepticisme « mou »</b>	Opposition à l'UE et à l'intégration européenne non de principe mais « qualifiée » dans un ou plusieurs domaines politiques. L'intérêt national est en contradiction avec la direction actuelle de l'UE. Le parti est pour une réforme de l'Europe	ODS
<b>Position neutre</b>	Peu ou pas de point de vue sur l'UE	
<b>Europanisme fonctionnel</b>	Soutien à l'intégration européenne comme stratégie servant les intérêts nationaux ou/et du parti.	ČSSD, KDU-ČSL
<b>Europanisme identitaire</b>	Soutien principal à l'UE et à l'intégration européenne. Il faut poursuivre le transfert de compétences vers l'UE. Pour une Europe fédérale et une citoyenneté européenne. Le but est l'approfondissement de l'intégration.	US-DEU

Source : Kopeček, Lubomír, Euroskeptici, europeanisté, euroentuziasté, eurofobové - jak s nimi pracovat? In : Politologický časopis, N°. 3, p. 240-262, p.247

<sup>35</sup> Conti, Nicolo, Verzichelli, Luca, The European Dimension of the Political Discourse in Italy: a Longitudinal Analysis (1950-2002), CIRCaP WP 12, University of Siena, 2003

Selon cette typologie, l'ODS appartient à la catégorie des eurosceptiques « mous ». Malgré la présence d'eurosceptiques « durs » tels que les députés ODS Ivan Langer et Martin Říman<sup>36</sup> par exemple, l'euroscepticisme « mous » semble prédominer dans le parti.

Dernière tentative de catégorisation évoquée, celle de Lubomir Kopeček et Jakub Šeb, qui après les élections parlementaires de 2002 ont distingué les pro-européens systématiques, sans réserve, et fédéralistes. Ils comprennent le ČSSD, KDU-ČSL et US-DEU, les proeuropéens avec des réserves et une préférence pour une coopération intergouvernementale auquel appartient l'ODS et enfin les anti-européens dominés par le KSČM<sup>37</sup>.

Au terme de plusieurs tentatives de définition et de typologie, il reste difficile de déterminer la catégorie à laquelle appartient l'ODS. Si les différentes tentatives montrent toutes les tendances eurosceptiques du parti, elles n'aboutissent pas à une dénomination communément acceptée.

Au niveau de l'opinion publique, Václav Klaus apparaît clairement « eurosceptique ». Dans un sondage réalisé par l'institut de sondage STEM en août 2005, 65% des personnes interrogées considèrent Václav Klaus « eurosceptique », alors que seulement 21% le considère « euroréaliste »<sup>38</sup>. Quant à Jan Zahradil, promoteur du Manifeste pour l'euroréalisme tchèque, il est jugé par 10% des Tchèques euro-optimiste, par 28% euroréaliste, par 26% eurosceptique, 23% des Tchèques enfin ne savent pas le classer.

Finalement, s'il apparaît encore difficile de trancher la question théorique concernant l'euroscepticisme ou l'euroréalisme de l'ODS, il semble cependant clair que le choix du terme d'euroréaliste relève plus d'une stratégie de communication de la part de l'ODS que d'une réelle rigueur dans les termes. Alors que la République tchèque entrait dans l'UE, l'euroscepticisme était connoté négativement. Outre le parallèle à la tradition réaliste de l'ancien président tchécoslovaque Tomáš Masaryk, le réalisme peut être présentée comme une qualité nécessaire dans le contexte politique d'aujourd'hui : L'ODS veut se présenter comme un parti qui, contrairement aux autres, est conscient des dangers supposés de l'intégration européenne et saura y faire face.

---

<sup>36</sup> Kopeček, Lubomír, Euroskeptici, europeanisté, euroentuziasté, eurofobové - jak s nimi pracovat? In : Politologický časopis, N° 3, p. 240-262, p.253

<sup>37</sup> Kopeček, Lubomír, Jakub, Sedo, "Czech and Slovak Political Parties and their Vision of European Integration"; Central European Political Science Review 5, n°1, 2003

<sup>38</sup> STEM, « Polovina občanů se považuje za eurorealisty » : Sondage réalisé du 3 au 13 juillet 2005 sur 1672 personnes âgées de plus de 18 ans

## II. Václav Klaus et l'ODS : une unité fragile sur les questions européennes

### 1. Václav Klaus, figure centrale de l'euroscpticisme en République tchèque

Economiste libéral sous le régime communiste, Václav Klaus s'est forgé un savoir et une expertise en sciences économiques qu'il utilise comme ressource politique depuis la Révolution de Velours. De 1963 à 1970, il travailla à l'Institut d'économie de l'Académie des Sciences et rédigea sa thèse sur l'inflation dans le capitalisme contemporain. Dans le cadre fermé de son laboratoire, il bénéficia d'une relative liberté d'écriture. Après la normalisation qui suivit le Printemps de Prague, il devint employé de banque en 1971 puis chercheur économiste en 1982 et réintégra en 1987 l'Académie des Sciences où il dirigea le département des recherches macroéconomiques. Après la Révolution de velours, il devint membre du Forum Civique puis Ministre fédéral des finances de la Tchécoslovaquie, fonction qui lui permit notamment de mettre en place la privatisation par coupons.

Václav Klaus se définit lui-même comme conservateur. Dans un livre qu'il publia en 1992 « Pourquoi je suis conservateur ? »<sup>39</sup>, il défend une vision très libérale de l'organisation de la société : « Pour la Tchécoslovaquie, l'économie de marché n'est pas uniquement un mécanisme économique visant à atteindre un meilleur niveau de vie (...), elle est également le fondement et la condition indispensable à l'apparition d'un nouveau système moral, qui doit remplacer la fausse morale de la société socialiste dans sa représentation inversée des relations entre l'individu et la société »<sup>40</sup>. Le libéralisme économique, mais aussi politique, est à ses yeux la forme d'organisation de la vie sociale la plus adaptée à la République tchèque qui sort tout juste de quarante années de communisme. En France, Václav Klaus est qualifié « d'ultra-libéral » et « d'euroscptique convaincu »<sup>41</sup>. Il est aussi parfois présenté comme « l'artisan de la transition au capitalisme dont, aujourd'hui, le pays paie à grands frais les excès et les malversations ».<sup>42</sup>

Sa foi dans le libéralisme se reflète aussi dans son admiration pour Margaret Thatcher ainsi que dans l'intérêt qu'il porte à l'économiste monétariste Milton Friedman. Selon Katinka Barysch, chercheuse au Centre pour la réforme européenne de Londres, « Klaus était le premier homme politique en Europe centrale à faire campagne contre l'Union européenne. Il est un Thatchérien - un successeur de l'ancienne Première Ministre Margaret Thatcher – et c'est ainsi que lui et son parti ont adopté la position britannique »<sup>43</sup>. Outre ses convictions économiques libérales, Václav Klaus a aussi emprunté à la « Dame de Fer » sa méfiance pour la coopération politique européenne ainsi que son atlantisme. Il met aussi en avant la relation qui le lie à Margaret Thatcher en citant par exemple la réaction de cette dernière à la parution de son livre

<sup>39</sup> Klaus, Václav, *Proč jsem konzervativem?*, Top Agency, Prague, 1992.

<sup>40</sup> Idem, p. 11

<sup>41</sup> Pasquier, Sylvaine, « Václav Klaus, l'anti-Havel », in : L'Express, 13 mars 2003

<sup>42</sup> Plichta, Martin, « A Prague, l'ultra-libéral Václav Klaus est élu Président », in: Le Monde, 02 mars 2003

<sup>43</sup> Dinah A. Spritzer, Czech MEPs lead Euroskeptic faction – Opposition to EU constitution fuels Civic Democrats, in : The Prague Post, 20 janvier, 2005



*Renaissance: The Rebirth of Liberty in the Heart of Europe* publié en 1997. L'ancienne Première Ministre britannique a ainsi déclaré au sujet de ce livre que « Klaus est l'un des personnages politiques les plus importants de notre époque. Son message audacieux et persuasif devrait être pris à cœur non seulement en Europe centrale et orientale mais aussi à travers le monde »<sup>44</sup>. Václav Klaus se forge ainsi l'image d'un homme politique qui jouit d'une renommée internationale.

Fort de cette réputation, Václav Klaus se permet de prendre des positions critiques, voire provocatrices, envers l'UE et ses partenaires européens. Quelques exemples peuvent être évoqués à titre d'illustration. Par exemple, au cours d'une réunion tenue dans le cadre du Forum économique mondial à Davos en 1995, les critiques de Václav Klaus, alors chef du gouvernement, au sujet de la politique agricole commune (PAC) avaient fini par provoquer une altercation entre ce dernier et le Commissaire européen chargé des affaires extérieures, Hans van der Broek.<sup>45</sup> Alors que le Commissaire Van der Broek insistait sur le fait que les candidats d'Europe centrale à l'adhésion à l'UE devaient adapter leur secteur agricole aux standards européens, Václav Klaus, rétorqua que s'il y avait bien une chose à changer, c'était la PAC. En retour, le commissaire européen lui répondit que ce n'était pas l'UE qui souhaitait rejoindre la République tchèque mais bien la République tchèque qui voulait adhérer à l'UE.

Plus récemment, dans un article paru dans le *Financial Times* le 30 août 2005, Václav Klaus proposa l'abandon de l'actuelle UE au profit d'un « Organisation des Etats européens »<sup>46</sup> purement intergouvernementale. Dans cet article, il reprit ses critiques déjà bien connues du système européen, dont le centralisme ne cesse de se développer depuis les années 1980. Mais, outre cela, il proposa d'abandonner de nombreuses actions menées ces vingt dernières années, afin de mettre en place une « Organisation des Etats européens » qui remplacerait l'UE et permettrait de redéfinir « un nouvel équilibre entre la liberté et le dirigisme ». Cette « Organisation des Etats européens » permettrait non seulement de mettre fin à l'uniformité, l'harmonisation et la centralisation qui, selon lui, sont coûteuses et restreignent la liberté en Europe, mais aussi d'en finir avec « l'idéologie européenne obligatoire » : « Parce que nous sommes tous, je suppose, contre le nationalisme « national », nous ne devrions pas commencer à construire un nationalisme « européen » ». La notion de citoyenneté européenne devrait être supprimée, le mécanisme de prise de décision devrait être le consensus (au moins pour toutes les affaires importantes). Les deux rejets du Traité constitutionnel en France et aux Pays-Bas constituent selon lui la chance à saisir pour construire une « nouvelle » organisation européenne. Cette proposition, qui n'éveilla guère d'intérêt à Bruxelles, suscita quelques réactions en République tchèque, dont celle du Premier ministre Jiří Paroubek qui déclara que « la rhétorique de Klaus est ancrée dans le passé, tout comme la vision de l'Europe qu'il propose ».<sup>47</sup>

Autre prise de position inédite, Václav Klaus compare, sur un même plan, l'UE au communisme de type soviétique. Ainsi, il déclara en septembre 2005 que « le modèle européen de marché avec sa régulation de l'activité économique ressemble pour beaucoup à ce que nous

---

<sup>44</sup> Václav Klaus, *Renaissance: The Rebirth of Liberty in the Heart of Europe*, Cato Institute, 1997

<sup>45</sup> Kopecky, Petr, Ucen, Peter, « Return to Europe ? Patterns of Euroscepticism among the Czech and Slovak political parties », in : Rupnik, Jacques, Zielonka, Jan, *The Road to the European Union: The Czech and Slovak Republics*, Manchester, Manchester University Press, 2003, p. 164 – 179, p. 167

<sup>46</sup> Klaus, Václav, « Why Europe must reject centralisation », in : *Financial Times* 30. 8. 2005

<sup>47</sup> Lidové Noviny, « Paroubek jde do souboje s názory Klause na EU », 7.09.2005

connaissons de notre passé communiste »<sup>48</sup>. Il fit cette déclaration lors d'une conférence réunissant des hommes politiques et hommes d'affaires organisée par l'entreprise PepsiCo.<sup>49</sup> Il poursuivit cette comparaison en affirmant que « Nous nous attendions après 50 ans à être de nouveau un pays libre et indépendant, mais nous ne sommes pas tous convaincus que l'entrée dans l'UE dans sa forme institutionnelle actuelle est exactement ce que nous attendions et ce dont nous rêvions. Nous ne prenons pas les décisions seuls, mais ils les prennent ailleurs, là où notre voix est mal entendu ». Ce n'était pas la première fois qu'il comparait l'UE au système communiste ou soviétique. En juin 2005, au cours d'un voyage officiel en Ukraine, et alors même que s'ouvrait le sommet de l'UE, il compara l'UE actuelle à l'Union soviétique d'antan.<sup>50</sup>

Si Václav Klaus peut se permettre d'émettre des positions aussi provocantes sans perdre de crédibilité en République tchèque, c'est qu'il dispose d'une légitimité très forte dans son pays. Il s'est en effet construit une double légitimité fondée sur deux statuts particulièrement importants : le Professeur et le Président.

D'une part, il a su imposer son image de professeur d'économie. Or le choix de cette image ne relève pas du hasard. L'homme politique tchèque doit tout d'abord être un homme de science, un homme disposant d'un savoir qui le rend apte à gouverner le pays. Même si son statut de professeur universitaire est parfois controversé, il a réussi à se forger une telle image.<sup>51</sup> Il veut donner l'image d'un professeur doué, appliqué et travailleur en contact avec d'importantes personnalités à l'étranger. Ensuite, la matière qu'il « enseigne », l'économie, apparaît d'autant plus importante dans la République tchèque des années 1990 que le système économique doit se réformer et réussir sa transition post-communiste. Václav Klaus joue ainsi de cette double casquette de professeur et d'économiste pour asseoir sa légitimité politique auprès de l'opinion publique. Pourtant, tout en apparaissant comme un théoricien de l'économie érudit venant de la capitale, il parvint aussi à se présenter comme un candidat de la base du Forum civique par opposition aux intellectuels pragois issus de la dissidence. Comme déjà évoqué, il développa ainsi un discours et un style politique à l'anti-thèse des leaders dissidents et il utilisa des méthodes de communication politique professionnelle qui valorisèrent ses compétences et son image de « manager » économique.

D'autre part, sa légitimité est confortée par un autre statut dont il dispose depuis le 28 février 2003, celui de Président de la République. Professeur et Président, Václav Klaus a su asseoir sa légitimité et sa crédibilité auprès de l'opinion publique, lui permettant ainsi de se faire écouter sur sa conception de l'Union européenne dans le pays. Il jouit d'un charisme important en République tchèque : grâce à l'image qu'il a su donner de lui-même (cohérence, pragmatisme, efficacité), il a peu perdu de crédibilité depuis 1991<sup>52</sup>. Il se positionne à l'image du sauveur, dont la vision, la volonté et les actions prémuniraient le pays contre les dangers venant de l'extérieur<sup>53</sup>.

---

<sup>48</sup> "Evropský tržní model se se svou regulací ekonomických aktivit v mnohém podobá tomu, co známe z naší komunistické minulosti"

<sup>49</sup> MF Dnes, « Když se velcí politici sejdou v Praze », 12.09.2005

<sup>50</sup> Anna Kubista, « UE et URSS : bonnet blanc et blanc bonnet selon Václav Klaus », Radio Prague, 16 juin 2005

<sup>51</sup> Alain Slivinsky, Omar Mounir, Jaroslava Gissubelova, Václav Richter, « Václav Klaus, Président de la République Tchèque », 28 février 2003, article de Radio Praha.

<sup>52</sup> Melich, Jiří, "Representations, Elites, the European Union, and Dubious Rhetoric: The Case of the Czech Republic." Essai publié pour la conférence "Interdependencies between Eastern and Western Economic and Political Elites in the Process of EU Enlargement" à Brême le 13 et 14 mai 2005. p.27

<sup>53</sup> Idem, p. 27

Mais s'il se veut une personnalité importante sur la scène politique européenne voire mondiale, écoutée et accueillie par les plus grands décideurs politiques, force est de constater que ces provocations et prises de positions eurosceptiques sont peu prises au sérieux en Europe. Bien qu'une partie importante de l'opinion publique tchèque semble pourtant penser le contraire, ces propositions ou critiques éveillent peu de débat hors des frontières tchèques, comme en témoigne le correspondant permanent du quotidien *Lidové Noviny* à Bruxelles : « Alors que la vision européenne du Président tchèque fascine les médias nationaux et provoque des discussions animées en République tchèque, il ne suscite à l'étranger qu'un intérêt limité » (...) « Si vous demandez à quelqu'un à Bruxelles son opinion sur les commentaires de Klaus sur la Constitution européenne ou l'UE en général, ils hausse les épaules et demande avec un air fatigué « Encore ? » »<sup>54</sup>.

## 2. L'eurosepticisme au sein de l'ODS

Le discours eurosceptique de Klaus est relayé et diffusé par ses proches collaborateurs de l'ODS. Ainsi, l'ODS publia en avril 2001 son « Manifeste de l'Euroréalisme tchèque » qui constitue le principal document de programme de l'ODS sur l'UE. Il s'agissait d'exposer la vision « euroréaliste » de l'ODS sur l'intégration européenne, alors que les négociations d'adhésion s'accéléraient et que le référendum sur l'entrée de la République tchèque dans l'UE approchait. Préparé par les experts en politique étrangère de l'ODS (Petr Plecítý, Miloslav Bednář, Petr Adrián) à la tête desquels se trouvait Jan Zahradil (Ministre des Affaires étrangères « de l'ombre » de l'ODS), ce texte montre en quoi les racines des problèmes actuels de l'UE se trouvent dans les éléments constitutifs du processus d'intégration. Afin de défendre l'euroréalisme, Jan Zahradil expliqua aux journalistes de *Lidové Noviny* lors de la sortie du Manifeste : « Nous voulons montrer que l'euroréalisme n'est pas une philosophie xénophobe ou isolationniste... Même en Europe centrale, il y a plusieurs alternatives d'orientation et aucune ne doit être condamnée à l'avance »<sup>55</sup>. Dans ce document, l'ODS critique l'acquis communautaire qu'il considère comme des milliers de pages qui résultent de la pression de différents lobbies et groupes d'intérêt. Outre le déficit démocratique des institutions européennes, les stratégies de négociations de l'UE en direction des pays d'Europe centrale et orientale sont aussi sévèrement critiquées : l'UE a modifié le processus d'élargissement dans la course des pays candidats en leur défaveur. Autre politique visée, la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) apparaît comme l'expression de l'anti-américanisme prégnant dans certains Etats membres, de la tentative pour eux de retrouver une puissance voire un changement dans l'orientation stratégique en direction de la Russie<sup>56</sup>. Ce texte, qui rassemble toutes les idées diffusées par Václav Klaus, est présenté par Jan Zahradil, proche de Václav Klaus et promoteur de l'euroréalisme tchèque. Ce dernier affirma ainsi qu'il ne voulait pas que « la République tchèque soit une province d'un

<sup>54</sup> « Klaus's views no longer interest European Union », CTK Daily news, 7 avril 2005

<sup>55</sup> Alena Gebertova, « Le Manifeste d'euroréalisme de l'ODS », Radio Prague, 26 mars 2001.

<sup>56</sup> Cabada, Ladislav, Lipicer, Simona Kustec, « Europeizace národních politických stran – příklad České republiky a Republiky Slovinsko », disponible sur la page Internet : [http://veda.fsv.cuni.cz/doc/KonferenceRCS/pol\\_cabada.doc](http://veda.fsv.cuni.cz/doc/KonferenceRCS/pol_cabada.doc)

super-Etat germano-français »<sup>57</sup>, déclaration qui coïncide parfaitement avec la vision européenne de Václav Klaus. La publication de ce Manifeste provoqua une discussion dans le pays qui culmina en 2003 avec le référendum sur l'adhésion à l'UE.

La campagne de l'ODS pour le référendum en 2003 révéla le « jeu européen ambigu de l'ODS »<sup>58</sup> et divisa ses membres. Officiellement, le parti souhaitait l'adhésion de la République tchèque à l'UE. Mirek Topolánek, le président du parti le confirma d'ailleurs à plusieurs reprises. Mais plusieurs personnalités de l'ODS s'exprimèrent malgré tout contre l'adhésion. Ainsi, Ivan Langer, vice-président de la Chambre des députés, déclara peu de temps avant le référendum qu'il ne donnerait pas sa voix à l'UE. De même, d'autres personnes importantes de l'ODS comme Martin Říman, ex-ministre des Transports, ou Ladislav Jakl, secrétaire du président de la République, ont déclaré ouvertement leur décision de dire « non » au référendum. Ce manque d'unité sur cette question confirme bien l'existence et l'importance de l'euroscpticisme de certains leaders ODS.

Quant à la campagne pour les élections au Parlement européen en 2004, l'ODS intensifia les critiques vis-à-vis de l'UE. Ainsi, le programme de l'ODS, intitulé « le défi bleu, des chances égales pour tous », affirmait : « La réponse de l'Europe au changement de l'environnement international ne peut pas être un pur approfondissement mécanique du processus d'intégration, une fédéralisation de l'Europe, la construction de plus d'institutions et d'autorités qui s'avèrent des tigres de papier ou le processus irréversible d'unification de tous les domaines politiques. Ce que le monde actuel, en constante évolution, requiert est une capacité de réaction flexible et de réponse rapide »<sup>59</sup>. A partir de là, l'ODS défend l'idée d'une « Europe flexible », c'est-à-dire une Europe « dans laquelle les groupes individuels des nations sont mutuellement interconnectés à différents niveaux d'intégration assurant leur propre démarche de coopération pour servir les intérêts nationaux et les priorités politiques »<sup>60</sup>. Concernant la position géographique de la République tchèque, le programme rappelle que le pays est situé « sur une verticale européenne Nord-Sud qui constitue traditionnellement un territoire de richesses et de prospérité », ce qui lui confère une position « digne à l'intérieur de l'UE ».

Lors de la campagne de 2004, être euroréaliste signifiait tout d'abord pour l'ODS l'exigence d'un traitement égal pour tous les Etats membres sans tenir compte de leurs taille et de leurs populations, afin de contrecarrer la volonté de certains grands Etats-membres qui « visent à assurer leur position dominante dans l'architecture institutionnelle de l'UE ».<sup>61</sup> Etre euroréaliste, c'était aussi défendre le maintien des compétences nationales en matière fiscale et de politiques sociales, afin de ne pas plier devant « la pression pour une unification fiscale et des systèmes sociaux venant de certains pays » qui ne présentent pas « une perspective de futur viable ». Dans le même ordre d'idée, la capacité financière de l'UE et le financement des politiques structurelles devaient être rationalisés, les contributions nationales au budget européen diminuées. Etre euroréaliste, c'était enfin pour l'ODS accepter la supériorité militaire américaine et le fait qu'en matière militaire, « l'UE continuera de rester loin derrière les Etats-Unis dans les domaines opérationnels, stratégiques et logistiques »<sup>62</sup>. Derrière cette idée apparaît encore une fois

<sup>57</sup> Gebertova, Alena, « Le jeu européen ambigu de l'ODS », Radio Prague, 04.06.2003

<sup>58</sup> Idem

<sup>59</sup> Blue Challenge for Europe, Equal chances for all. Programme en anglais de l'ODS pour les élections européennes ; 2004 ; p. 1

<sup>60</sup> Idem

<sup>61</sup> Idem

<sup>62</sup> Idem, p.3

l'expérience historique qui fait de l'OTAN et de la qualité des relations avec les Etats-Unis « la seule garantie de paix et de liberté en Europe »<sup>63</sup>.

Un an plus tard, les discussions sur le traité constitutionnel européen montrèrent encore une fois le soutien des hommes politiques de l'ODS aux discours eurosceptiques de Václav Klaus. Dans le débat interne en République tchèque, l'ODS avait diffusé l'idée selon laquelle la Constitution européenne transformait l'UE en un Etat supranational, « ce que les Tchèques ne pouvaient plus supporter après l'Empire austro-hongrois, le Troisième Reich et l'Union soviétique »<sup>64</sup>. Selon Miroslav Ouzky, Vice-Président du Parlement européen depuis juillet 2004 et membre de l'ODS, la Constitution réduisait la souveraineté nationale à plusieurs niveaux importants et rendait l'UE beaucoup plus puissante en créant un Ministre européen des affaires étrangères et en augmentant le nombre de domaines soumis à la majorité qualifiée. Mirek Topolánek, Président de l'ODS, qualifia la Constitution de « pasquinade que l'on ne peut pas approuver si l'on est sobre »<sup>65</sup>. Lors de la Convention, Jan Zahradil, représentant de la Chambre des représentants et de l'ODS, défendit un modèle européen ouvert, reprenant les thèmes chers à l'euro-réalisme de l'ODS : maintien du droit de veto dans le plus grand nombre de domaines possibles, octroi de plus de pouvoirs aux parlements nationaux, rejet de l'intégration politique de l'UE comme finalité du projet européen au profit d'une zone de libre-échange. Jan Zahradil quitta aussi la salle de négociation de la Convention et refusa de signer le Traité, exprimant par là l'opposition de l'ODS à ce texte.<sup>66</sup>

### *3. Les limites du discours eurosceptique de Václav Klaus au sein de son parti*

Les leaders de l'ODS s'accordent à dire que la position de l'ODS sur les questions européennes est partagée par ses membres et qu'il n'existe pas de courant pro-européen. Au sein du parti, personne ne semble à première vue remettre en question les idées de Václav Klaus sur l'UE. En réalité, l'euroscepticisme de l'ODS apparaît avant tout comme la position personnelle de Václav Klaus qui parvient globalement à imposer sa voix au sein de son parti. Ceci s'explique tout d'abord par le fait que l'ODS s'organise autour de son leader qui est aujourd'hui Président d'honneur de l'ODS. Mais il existe un autre élément d'explication. Après la division du parti en 1997 (et la création de US – Unie Svobody) est né le sentiment que toute réelle discussion interne portant sur des questions politiques importantes pourrait être préjudiciable au parti. Outre la discipline des membres du parti, la faible intensité des débats au sein de l'ODS participe à l'ancrage des positions eurosceptiques de Václav Klaus dans ce parti.

Néanmoins, si personne ne semble critiquer ouvertement ou officiellement les prises de position tranchées de Klaus sur l'Union européenne, il est possible de distinguer quelques

---

<sup>63</sup> Idem, p.5

<sup>64</sup> Dinah A. Spritzer, Czech MEPs lead Eurosceptic faction – Opposition to EU constitution fuels Civic Democrats, in : The Prague Post, Jan. 20, 2005

<sup>65</sup> Mirek Topolánek, “Ještě horší než evropská ústava je debata o ní”, Hospodářské noviny, 26 janvier 2005

<sup>66</sup> Král, David, “Debata o návrhu ústavní smlouvy v České republice”, in : Integrace, 26 Octobre 2004

hommes politiques de l'ODS dont le discours se révèle moins sceptique envers l'UE et qui pourraient être qualifiés d'europhobes de fonction, selon la typologie de Conti et Verzichelli. A titre d'exemple peuvent être cités le député européen Jaroslav Zvěřina, le Président du Sénat Přemysl Sobotka (qui défendit un temps la Constitution européenne) ainsi que certains leaders régionaux.<sup>67</sup> En dehors de ces hommes politiques, on peut noter des divisions temporaires et limitées au sein de l'ODS. Par exemple, en décembre 2005, Václav Klaus s'est retrouvé isolé au sein de l'ODS en critiquant la ligne défendue à Bruxelles par le gouvernement tchèque mené par le social-démocrate Jiří Paroubek au sujet du budget communautaire. Le chef de l'ODS, Mirek Topolánek, proche de Václav Klaus, a au contraire exprimé son plein soutien au cabinet Jiří Paroubek vis-à-vis du budget communautaire au sommet de l'UE, en soulignant que la position présentée à ce sommet était très proche de celle de l'ODS<sup>68</sup>.

Mais la fracture la plus visible au sein de l'ODS est certainement celle qui oppose le discours européen des leaders régionaux de l'ODS aux « penseurs » du parti central établis à Prague. Le discours politique des hommes politiques au niveau régional et local appartenant à l'ODS se révèle souvent moins eurosceptique, moins agressif et plus nuancé par rapport aux coups d'éclat de Václav Klaus. Plusieurs explications peuvent être avancées. La plus importante est certainement les motivations qui façonnent leurs discours : la rhétorique des leaders régionaux et locaux reste motivée par la défense des intérêts de leur ville ou de leur région. Or l'UE constitue une source de financement considérable à ce niveau et les critiques envers l'UE se font plus difficiles. Gestionnaires des subventions européennes, les leaders régionaux et locaux de l'ODS ne peuvent pas se permettre l'agressivité de Václav Klaus ou de Jan Zahradil qui ont d'autres préoccupations ainsi que des perspectives et une marge de manœuvre plus larges. Se souciant des questions pratiques liées aux instruments financiers européens, ils semblent peu en passe avec le débat d'idées mené au niveau national par l'ODS.

Il apparaît ainsi une structuration pyramidale de l'ODS concernant le thème de l'Europe. Au sommet, Václav Klaus diffuse un discours très critique envers l'UE, souvent provocateur. Ensuite, il est entouré de plusieurs membres influents de l'ODS qui diffusent son discours eurosceptique, comme nous l'avons vu avec le « Manifeste de l'europhobie tchèque » promu par Jan Zahradil et la prise de position de certains députés européens. Mais plus l'on descend les échelons du parti, moins le soutien au discours eurosceptique semble fort. Ainsi, si certains leaders centraux de l'ODS défendent déjà une vision de l'intégration européenne plus nuancée que celle de Václav Klaus, les représentants de l'ODS au niveau régional et local tiennent un discours encore moins eurosceptique. Malgré l'influence de Václav Klaus dans l'ODS, son discours eurosceptique ne fait pas l'unanimité dans son parti et pourrait être source de fragilité. Qu'en est-il au niveau de l'électorat de l'ODS? Il reste donc à analyser la perception du discours eurosceptique par les électeurs ainsi que le positionnement de l'ODS par rapport aux autres partis politiques.

---

<sup>67</sup> Kopeček, Lubomír, Euroskeptici, europeanisté, euroentuziasté, eurofobové - jak s nimi pracovat? In : Politologický časopis, N° 3, p. 240-262, p.253

<sup>68</sup> Gissubelova, Jaroslava, « Klaus reste eurosceptique », Radio Prague, 16 décembre 2005

### III. Positionnement stratégique sur la scène politique tchèque et perception par l'opinion publique

#### 1. Le positionnement de l'ODS vis-à-vis des autres partis sur la question européenne

L'ODS se présente comme « le seul parti de la scène tchèque qui sur le long terme défend une politique européenne cohérente, franche et distincte »<sup>69</sup>. Son principal concurrent, le parti social-démocrate (ČSSD), adopte au contraire une position optimiste vis-à-vis de l'intégration européenne et exprime souvent des sympathies fédéralistes. Dès 1990, le ČSSD présente l'entrée dans l'UE comme l'une de ses priorités et en 1995 comme la priorité de la politique étrangère de la République tchèque. Il considère son engagement pour l'UE naturel car celle-ci renforce et promeut les « valeurs traditionnelles européennes ». <sup>70</sup> Contrairement aux Etats-Unis, l'UE est et sera construite comme un Etat social. Il perçoit l'UE comme une « société européenne à plusieurs dimensions » qui contribue à la croissance, sécurité et stabilité de la République tchèque, à l'amélioration de la situation internationale et de l'accès des citoyens à l'éducation et à l'emploi. En réponse au « Manifeste de l'euroréalisme tchèque » de l'ODS, le ČSSD lança en décembre 2001 un contre-manifeste plus court « l'Euromanifeste » : l'UE est présentée comme la seule réponse au nouveau défi de la mondialisation. Lors des élections au Parlement européen, le ČSSD a réaffirmé les principes de son Euromanifeste de 2001 dont le principal représentant était Libor Rouček. Lors de la Convention, le ČSSD a cherché des garde-fous qui garantiraient un traitement égal aux pays de taille et de poids économique différents, sans pour autant tomber dans la rhétorique eurosceptique de l'ODS.<sup>71</sup> Il a aussi soutenu le Traité constitutionnel, texte considéré comme un moyen d'aller plus loin dans le processus d'intégration, permettant de renforcer le pouvoir du Parlement européen et le principe de subsidiarité.

Plus proche de l'ODS dans le spectre politique interne, le parti chrétien-démocrate (KDU-ČSL) se différencie de ce parti par une perception optimiste de l'intégration européenne. Le KDU-ČSL est considéré comme un parti conservateur modéré, catholique et de centre-droit. Dans son programme de 1998, il affirme que la République tchèque doit faire partie de l'Union économique et monétaire ainsi que participer à la PESC. Elaboré dans le cadre de la coalition avec l'US-DEU, son programme électoral de 2002 réaffirme la nécessité de l'adhésion à l'UE présentée comme l'achèvement de l'étape post-communiste de la République tchèque et la pleine garantie de défense des intérêts nationaux tchèques. Le parti voit donc l'UE comme un garant de sécurité et se déclare en faveur d'une Europe fédérale avec une politique étrangère commune et une nouvelle constitution européenne, qui transformerait la Commission européenne en un gouvernement européen. Lors de la campagne sur le référendum pour l'adhésion en 2003, le KDU-ČSL a cependant souligné le déficit démocratique des institutions communautaires : les représentants du parti ont plaidé pour une politisation des institutions. Néanmoins, les critiques

---

<sup>69</sup> Blue Challenge for Europe, Equal chances for all. Programme en anglais de l'ODS pour les élections européennes ; 2004 ; p. 4

<sup>70</sup> Děsný, Petr, « Česká sociální demokracie a Evropská Unie », Integrace, 30 mars 2000

<sup>71</sup> Král, David, « Debata o navhu ustavní smlouvy », Integrace, 26 Octobre 2004

adressées au système politique européen restent limitées et ne s'apparentent en rien au discours eurosceptique de l'ODS.

Relativement proche de l'ODS par son approche libérale de l'économie, l'Union pour la liberté (US-DEU), né en 1998 de la division de l'ODS, se différencie cependant très nettement de ce parti par son pro-européanisme. Ce parti ne perçoit pas l'UE seulement comme une zone de marché commun mais aussi comme une organisation avec une identité de défense commune. L'US a répondu au Manifeste de l'euroréalisme tchèque de l'ODS avec le document intitulé « la vision européenne de l'US ». Il estime inévitable le transfert de certaines compétences de l'Etat au niveau supranational tant que ceci ne constitue pas une menace pour l'existence de l'Etat. Le parti se déclare aussi conscient du « déficit démocratique », mais il estime que le maintien de l'inter-gouvernementalisme est l'une des raisons de ce problème et nullement sa solution. Il est en effet en faveur d'une Europe fédérale avec une représentation politique supranationale et il apparaît comme le parti le plus eurofédéraliste en République tchèque. Mais il a perdu beaucoup de soutien depuis 2005 et n'obtient actuellement qu'un très faible score dans les sondages.

Enfin à l'opposé de l'ODS sur le spectre politique, le parti communiste (KSČM) est l'autre parti eurosceptique. Il rejette l'intégration européenne en tant que projet capitaliste et libéral servant d'instrument à la mondialisation. Plusieurs arguments qui fondent son euroscepticisme rappellent ceux de l'ODS. Tout d'abord, le parti communiste joue comme l'ODS sur la peur d'une Allemagne puissante qui dominerait le continent européen. De plus, à la fin des années 1990, le KSČM jugeait l'adhésion à l'UE favorablement à condition que la République tchèque ne devienne pas une « colonie » et qu'elle entre dans l'UE sur une base d'égalité avec les autres pays, thème aussi cher à l'ODS. Enfin, la préservation de la souveraineté de l'Etat devait être un élément primordial de la politique tchèque envers l'UE. Aussi pouvait-on lire dans le programme électoral de 2002 : « nous faisons prévaloir les intérêts nationaux seulement dans un monde sûr ». De même que l'ODS mais pour des raisons sensiblement différentes, le parti communiste s'en est pris aux dites insuffisances et au manque de fermeté du gouvernement pendant les négociations pour l'adhésion qui auraient abouti à une adhésion « inégale », injuste pour la République tchèque.

Les positions des différents partis politiques tchèques sur quelques questions européennes choisies peuvent être schématiquement récapitulées dans le tableau suivant :



Thème	Pour	Ambivalent	Contre
Europe fédérale	US-DEU	ČSSD	KSČM ODS
Introduction de l'Euro	ČSSD, KDU ČSL, US-DEU	ODS	KSČM
Politique européenne de défense et sécurité	US-DEU ČSSD KDU-ČSL		KSČM ODS
Inter-gouvernementalisme de l'UE	ODS KSČM		US-DEU ČSSD KDU-ČSL

Source : Cabada, Ladislav, Lipicer, Simona Kustec, « Europeizace národních politických stran – příklad České republiky a Republiky Slovinsko ».

Avec son discours eurosceptique, l'ODS occupe donc une position stratégique, dans la mesure où il est le seul parti « de droite » à développer une vision critique de l'UE. Cela devrait lui permettre de se différencier de ses concurrents politiques et de capitaliser les craintes liées à l'entrée dans l'UE.

## **2. La perception du discours de l'ODS sur l'Europe par l'opinion publique tchèque et l'électorat de l'ODS**

Si l'ODS tient un discours eurosceptique envers l'UE, afin de se démarquer de ses concurrents, on peut se demander si cette stratégie est réellement pertinente tant une grande partie de son électorat, composé majoritairement de petits et grands entrepreneurs et des « gagnants » de la transition, se considère pro-européenne. Dès la fin des années 1990, cette tendance fut mise en relief par certains observateurs en montrant que les personnes les plus enthousiastes envers l'UE se trouvaient dans les rangs de l'ODS : près de 8 personnes sur 10 soutenaient l'intégration en 1998<sup>72</sup>. Alors que l'adhésion de la République tchèque à l'UE leur promettait des gains économiques, moins d'un tiers d'entre eux craignaient une perte de souveraineté ou une influence culturelle croissante de la part d'autres pays membres. Un écart entre le discours du parti et l'opinion des partisans de l'ODS était donc déjà visible dans les années 1990 : les électeurs de l'ODS étaient majoritairement très favorables à l'UE, qui incarnait en premier lieu la prospérité économique, alors que de nombreux leaders de l'ODS dénonçaient une Europe injuste, trop fédérale, trop bureaucratique et trop socialiste.

<sup>72</sup> Neumayer, Laure, « Les partis politiques tchèques et l'intégration européenne », in : La Nouvelles Alternative, mars 1998, p.28

Quelques temps avant le référendum sur l'adhésion de la République tchèque à l'UE, une étude du Centre de recherches sur l'opinion publique (CVVM - Centrum pro výzkum veřejného mínění) du 24 février 2003 vérifiait l'idée d'un écart entre le discours européen de l'ODS et la vision européenne de son électorat. Ainsi, cette étude montre que, quatre mois avant le référendum sur l'adhésion de la République tchèque à l'UE, l'électorat ODS constituait le segment en faveur de l'adhésion le plus important, avec 79% des sympathisants ODS votant oui à l'adhésion, devançant par là les sympathisants du KDU-ČSL (72%) et du ČSSD (67%)<sup>73</sup>.

La tendance pro-européenne des sympathisants de l'ODS est aussi confirmée par le politologue Jiří Melich qui démontre dans son article sur les représentations et les élites qu'une partie importante des électeurs du centre et du centre-droit est pro-européenne et soutient fortement l'intégration européenne.<sup>74</sup> Il souligne ainsi l'écart significatif entre la rhétorique européenne des partis politiques et les préférences de leurs électeurs, qui apparaît au sein de l'ODS mais aussi du ČSSD. Alors que les plus hauts représentants de l'ODS prêchent l'euroscepticisme et l'euro-réalisme à leurs électeurs, les sympathisants de l'ODS sont parmi ceux qui soutiennent le plus fortement l'adhésion à l'UE. Les sondages ont montré qu'environ 2/3 des sympathisants de l'ODS avaient voté pour l'adhésion à l'UE au référendum de 2003 alors que seulement 15% d'entre eux avaient voté contre. C'est ce que Jiří Melich appelle « le paradoxe de l'ODS et de ses électeurs ». A l'inverse, les militants sociaux-démocrates ont été plus nombreux à voter non au référendum sur l'adhésion alors que le ČSSD soutenait fortement celle-ci. Qu'en est-il au niveau de l'opinion publique ?

Globalement, l'opinion publique tchèque apparaît moins eurosceptique que le Président Václav Klaus notamment sur certaines questions précises comme sur le Traité constitutionnel européen. Alors que Jan Zahradil déclarait que « la Constitution européenne ne profiterait qu'aux grands pays, point à la République tchèque » et que Václav Klaus menait une grande campagne contre ce texte, les Tchèques semblaient être fin 2004 plus favorables à la Constitution européenne que l'ODS<sup>75</sup>. L'enquête de l'Eurobaromètre montrait en effet qu'à l'automne 2004, 63% des tchèques soutenaient la Constitution européenne alors que seulement 18% étaient contre<sup>76</sup>. Début 2005, plusieurs articles de presse ont souligné cette tendance en montrant l'écart qui séparait « l'euroscepticisme présidentiel face à l'euro-optimisme tchèque ».<sup>77</sup> A titre d'illustration, on peut rappeler que certains artistes ont souhaité alerter l'opinion publique des risques d'isolation de la République tchèque que fait courir l'euroscepticisme de Václav Klaus et de l'ODS. Ainsi, en octobre 2005, le musicien Michael Kocáb, ancien membre du Forum Civique, et le plasticien Bořek Šípek sont venus déposer symboliquement le drapeau bleu étoilé de l'UE devant le Château de Prague où réside le Chef de l'Etat. Michael Kocáb déclara aux journalistes : « Il n'aurait pas tant besoin d'être mis en place si Václav Klaus n'exprimait pas aussi souvent ses

<sup>73</sup> Čtyři měsíce před referendem o připojení ČR k EU: Jak bychom dnes hlasovali, CVVM, 24 février 2003

<sup>74</sup> Melich, Jiří, « Representations, Elites, the European Union, and Dubious Rhetoric: The Case of the Czech Republic. » Essai publié pour la conférence « Interdependencies between Eastern and Western Economic and Political Elites in the Process of EU Enlargement » à Brême le 13 et 14 mai 2005. p.11

<sup>75</sup> Gebertova, Alena, « Les Tchèques moins eurosceptiques que leur Président? », Radio Prague, 13 décembre 2004

<sup>76</sup> Eurobaromètre 63.4

<sup>77</sup> Gebertova, Alena, « L'euroscepticisme présidentiel face à l'euro-optimisme tchèque », Radio Prague, 16 mars 2005

positions eurosceptiques et ne mettait pas notre pays dans une situation de fauteur de troubles »<sup>78</sup>. L'euro-réalisme est-il finalement une bonne stratégie pour l'ODS ?

### 3. *L'euro-réalisme, une stratégie électorale pour les prochaines élections ?*

En 2006, cela fera huit ans que le plus grand parti de droite est dans l'opposition tout en poursuivant son discours eurosceptique. Pourquoi poursuivre une rhétorique eurosceptique alors que la majorité de son électorat et de l'opinion publique tchèque soutiennent l'intégration européenne et sa forme actuelle ? La première raison qui pourrait être avancée est que le parti cherche à attirer de nouveaux segments de la population sans perdre ceux qui votent traditionnellement pour l'ODS, ce qui leur permettrait de gagner les quelques points de pourcentage qui leur manquaient aux dernières élections.<sup>79</sup> En effet, il est possible que le discours eurosceptique soit un moyen pour l'ODS de recevoir les électeurs déçus par l'adhésion. Il s'agirait alors de trouver un responsable aux problèmes socio-économiques rencontrés par la République Tchèque et d'attirer ainsi un nouveau segment d'électeurs. Par ailleurs, on peut penser comme Pavel Tychtl que « l'ODS défendra les intérêts nationaux à n'importe quel prix, car il ne reste pas de nombreux autres problèmes avec lesquels il peut attirer l'attention publique »<sup>80</sup>.

Néanmoins, d'autres analystes démontrent que le discours eurosceptique de l'ODS lui est préjudiciable en terme électoral et préconise un changement de tonalité dans sa rhétorique. Ainsi, le politologue Michal Klíma a analysé en 2004 dans un article consacré aux problèmes de l'ODS les raisons des défaites de ce parti aux élections de 1998 et de 2002. Selon lui, l'ODS n'avait pas réussi à répondre à la demande du segment d'électeurs de centre-droit par une offre adaptée<sup>81</sup>. La modernisation de l'ODS présupposerait un changement de stratégie qui inclurait notamment une approche plus amicale envers l'UE. L'ODS se serait trop éloigné de son électorat de centre - droit en fustigeant l'UE et n'appartiendrait plus aux yeux des électeurs au centre du spectre politique alors même qu'une partie importante de son électorat se perçoit comme centriste. La politique européenne de l'ODS apparaîtrait alors « excessivement sceptique », 7% des électeurs ODS seulement se déclarant anti-européens.<sup>82</sup> De la même façon, la journaliste Tereza Nosálková montra en 2004 que la capacité de l'ODS à attirer les électeurs du centre par une rhétorique eurosceptique diminuait au fil du temps.<sup>83</sup> Le politologue Lubomír Kopeček préconise aussi une atténuation de l'euro-scepticisme du parti et un glissement tendanciel vers plus d'euro-péanisme, sans imaginer pour autant l'ODS défendre une vision fédérale de l'UE<sup>84</sup>.

---

<sup>78</sup> Kubista, Anna, Alexis Rosenzweig, « Profession de foi pro-européenne de deux artistes contre le président de la République », Radio Prague, 13 octobre 2005

<sup>79</sup> Melich, Jiří, « Representations, Elites, the European Union, and Dubious Rhetoric: The Case of the Czech Republic. » Brême le 13 et 14 mai 2005. p.29

<sup>80</sup> Tychtl, Pavel, Nothing but Nation, in : Central Europe Review, Vol 1, No 10, 30 août 1999

<sup>81</sup> Klíma, Michal. Krize pravice, problémy ODS. „Catch-allism“ je podmínkou modernizace, Politologický časopis, N°.4, 2004, p.393 – 411. p. 393

<sup>82</sup> Idem, p. 399

<sup>83</sup> Nosálková, Tereza, « Stále ve Střehu. ODS by měla změnit svou protiunijní rétoriku », Lidové Noviny, 25.09.2004

<sup>84</sup> Kopeček, Lubomír, Euroskeptici, europeanisté, euroentuziasté, eurofobové - jak s nimi pracovat? In : Politologický časopis, N°. 3, p. 240-262, p.253

La thèse de Michal Klíma est pourtant rejetée par les leaders de l'ODS qui y voient un moyen de déstabiliser l'ODS en créant l'impression qu'il y aurait un fossé entre, d'un côté, la direction de l'ODS à Prague « chauviniste et isolationniste » et, de l'autre, un électorat « progressiste et ouvert ». Certains hommes politiques de l'ODS démontrent ainsi qu'il n'y a pas de contradiction entre le leadership de l'ODS et son électorat sur les questions européennes. Le fait que les électeurs ODS aient été les plus nombreux à approuver le référendum sur l'adhésion à l'UE ne porte pas atteinte à leurs sentiments en faveur du parti : ils restent partisans de l'ODS dans la mesure où ils souhaitent avoir, au sein de l'UE des chances égales à celles existantes dans les autres pays membres. Ainsi, certains leaders de l'ODS sont convaincus que maintenir les critiques envers l'UE est une bonne stratégie électorale, dans la mesure où de plus en plus de citoyens tchèques se rendraient compte de l'injustice du système européen envers les nouveaux pays membres d'Europe centrale et du fait de leur mécontentement les guideraient vers le seul parti qui défend « véritablement » et « énergiquement » leurs intérêts. Cette idée pourrait être confirmée, bien que le terme d'euro-réalisme puisse différer de la conception de l'ODS, par les sondages de STEM qui ont montré en août 2005 qu'une majorité des Tchèques se disaient « euro-réalistes » : A la question « On divise les hommes politiques selon leur position envers l'UE entre euro-optimistes, euro-réalistes et eurosceptiques. Si vous deviez choisir, dans quelle catégorie vous placeriez-vous vous mêmes? », 49% des personnes interrogées ont répondu euro-réalistes, 32% euro-optimistes et 13% eurosceptiques<sup>85</sup>. De plus, la majorité des Tchèques déclarent ne pas souhaiter le développement d'une Europe politique et ne pas s'orienter sur les questions liées au fonctionnement de l'UE.<sup>86</sup> A partir de ces sondages, il apparaît possible pour l'ODS de jouer sur les mécontentements de la population envers un système mal connu, peu compris et donc aisément critiquable.

Néanmoins, on peut aussi penser que l'opinion publique tchèque pourrait prendre conscience des travers du discours eurosceptique de Václav Klaus. Dans un article intitulé « Klaus gouverne, la Tchéquie perd », le journaliste de Lidové Noviny, Pavel Máša, montre que les positions tchèques en Europe sont affaiblies par le fait que le Président et le Premier Ministre tchèques refusent de s'entendre en matière de politique étrangère.<sup>87</sup>

Mais surtout l'agressivité du discours de l'ODS irrite une partie des électeurs. Ainsi, une étude a été menée par l'ODS en septembre 2005 afin de comprendre comment les électeurs perçoivent le parti. Cette étude s'est surtout intéressée à l'opinion des électeurs indécis, catégorie qui pourrait s'avérer décisive lors des prochaines élections en juin 2006. Les résultats sont clairs : agressivité et arrogance apparaissent comme les traits marquants de l'ODS. Ainsi, Petr Nečas, vice-président de l'ODS, déclara à ce sujet : « nous sommes perçus par ce groupe d'électeurs comme le parti le plus agressif et le plus arrogant »<sup>88</sup>. En outre, seuls 14% des personnes

<sup>85</sup> STEM, « Polovina občanů se považuje za eurorealisty » : Sondage réalisé du 3 au 13 juillet 2005 sur 1672 personnes âgées de plus de 18 ans

<sup>86</sup> STEM, « Informovanost občanů o EU » : Sondage réalisé du 3 au 13 juillet 2005 sur 1672 personnes âgées de plus de 18 ans

STEM, « Vývoj EU směrem k politické unii si Češi většinou nepřejí », Sondage réalisé du 3 au 13 juillet 2005 sur 1672 personnes âgées de plus de 18 ans

<sup>87</sup> «Klaus vede, Česko ztrácí», Lidové Noviny, 09.09.2005

<sup>88</sup> Dolejší, Václav, Šídlo, Jindřich, „ODS je arogantní, řekla straně část voličů“, in : Mlada Fronta Dnes, 29 septembre 2005

interrogées range l'ODS dans la catégorie « humanité – qui sont plein d'humanité »<sup>89</sup>, ce qui constitue le plus mauvais résultat des partis politiques présents au parlement dans ce domaine. Le discours eurosceptique de Václav Klaus et de l'ODS pourrait donc contribuer à fragiliser ses chances de conquérir de nouveaux segments d'électeurs, pourtant nécessaires pour remporter les prochaines élections.

---

<sup>89</sup> « lidskost - že jsou "lidští »

## Conclusion

Le discours de l'ODS sur l'UE révèle plusieurs ambivalences. Tout d'abord, il laisse apparaître un balancement constant entre un soutien à l'adhésion à l'UE et des critiques très sévères à son encontre. Ensuite, il jongle entre une passion pour l'Etat et la nation et un néo-libéralisme économique, entre une rhétorique fondée sur l'émotion et un discours qui se veut rationnel.

Cette configuration résulte avant tout de la personnalité de Václav Klaus. Fort de la double légitimité de Professeur d'économie et de Président de la République, il parvient à imposer dans son parti une ligne eurosceptique et à exprimer des positions parfois très provocatrices envers l'UE, sans porter atteinte à la crédibilité dont il jouit dans son pays. Mais son discours envers l'UE ne fait cependant pas l'unanimité dans son parti. Il laisse apparaître des vues moins eurosceptiques à mesure que l'on descend dans les échelles du parti.

Si les leaders de l'ODS à Prague ont fait le choix de défendre une telle position eurosceptique, c'était notamment pour se démarquer des autres partis politiques tchèques, qui à l'exception du parti communiste, sont tous pro-européens. Mais il n'est pas sûr que cette stratégie soit la plus judicieuse comme le montre les différentes critiques qui émergent dans l'opinion publique et au sein de l'électorat de l'ODS. Si le facteur européen est loin d'être l'élément déterminant dans le choix des électeurs, les prochaines élections en juin 2006 montreront cependant si le style et la rhétorique de l'ODS – envers l'UE, mais aussi vis-à-vis des questions de politique interne – contribueront ou non à attirer l'électorat dont il a besoin pour assurer son succès.

## Bibliographie

### Sources primaires

- ODS, “*Manifest českého eurorealismu*”, avril 2001  
ODS, “*ODS volí EU*”, Praha: Hlavní kancelár ODS, 2002  
ODS, “*Když do EU, tak s ODS*”, 2003  
ODS, “*Blue Challenge for Europe, Equal chances for all*”. Programme en anglais de l’ODS pour les élections européennes, 2004

### Sources secondaires

#### Thèse

Hadjiisky, Magdalena, “*De la mobilisation citoyenne à la démocratie de partis. Participation et délégation politiques dans la nouvelle démocratie tchèque (1989-1996)*”, Thèse de doctorat sous la direction de Jacques Rupnik, IEP Paris, 2004

#### Ouvrages

- Klaus, Václav, *Proč jsem konzervativcem?*, Top Agency, Prague, 1992.  
Klaus, Václav, *Renaissance: The Rebirth of Liberty in the Heart of Europe*, Cato Institute, 1997  
Klaus, Václav, *Řekneme své ANO nebo NE evropské ústavě*, CEP, 2005

#### Articles

Cabada, Ladislav, Lipicer, Simona Kustec, « *Europeizace národních politických stran – příklad České republiky a Republiky Slovinsko* », disponible sur la page Internet :  
[http://veda.fsv.cuni.cz/doc/KonferenceRCS/pol\\_cabada.doc](http://veda.fsv.cuni.cz/doc/KonferenceRCS/pol_cabada.doc)

Conti, Nicolo; “*Verzichelli, Luca, The European Dimension of the Political Discourse in Italy: a Longitudinal Analysis (1950-2002)*”, CIRCAP WP 12, University of Siena, 2003

Desny, Petr, « *Ceska socialni demokracie a Evropska Unie* », in : *Integrace*, 30 mars 2000

Dürr, Jakub; Marek, Dan - Šaradín, Pavel, « *Europeizace české politické scény: politické strany a referendum o přistoupení k EU* », in : *Mezinárodní vztahy*, 1/2004

Jim Norman, “*The European Union, Czech Sovereignty, and the ‘Klaus Factor’*”, in : *The New Presence*, mars 2000

Jirsová, Kateřina, “*Občanská demokratická strana a Evropská unie*”, in : *Europeum*, 22 juin 2000

Klíma, Michal, « *Krize pravice, problémy ODS. „Catch-allism“ je podmínkou modernizace* », in : *Politologický časopis*, N°.4, 2004, p.393 – 411

- Kopeček, Lubomír, « Euroskeptici, europeanisté, euroentuziasté, eurofobové - jak s nimi pracovat? », in : *Politologický časopis*, N°. 3, p. 240-262
- Kopeček, Lubomír, Jakub, Sedo, “Czech and Slovak Political Parties and their Vision of European Integration”, in : *Central European Political Science Review* 5, n°1, 2003
- Kopecký, Petr ; Mudde, Cas, ‘The Two Sides of Euroscepticism: Party Positions on European Integration in East Central Europe’, in : *European Union Politics*, 3/3, (2002), p. 297-326.
- Kopecky, Petr, Ucen, Peter, « Return to Europe ? Patterns of Euroscepticism among the Czech and Slovak political parties », in : Rupnik, Jacques, Zielonka, Jan, *The Road to the European Union: The Czech and Slovak Republics*, Manchester, Manchester University Press, 2003, p. 164– 179
- Král, David, “Debata o návrhu ústavní smlouvy v České republice”, in : *Integrace*, 26 Octobre 2004
- Melich, Jiří , “Representations, Elites, the European Union, and Dubious Rhetoric: The Case of the Czech Republic”, essai pour la conférence "Interdependencies between Eastern and Western Economic and Political Elites in the Process of EU Enlargement", Brême le 13 et 14 mai 2005, p.29
- Neumayer, Laure, “La vision de l’intégration de Václav Klaus », in: *La Nouvelle Alternative*, mars 1998
- Neumayer, Laure, « Les partis politiques tchèques et l’intégration européenne », in : *La Nouvelle Alternative*, mars 1998
- Neumayer, Laure, « La perception de l’Union européenne en République tchèque », in : *La Nouvelle Alternative*, mars 1998, p. 25
- Perottino, Michel, The Czech accession referendum, « yes, but no passion », in : De Waele, Jean-Michel, « European Union Accession Referendums », Éditions de l’Université Libre de Bruxelles, 2005, p. 23-30
- STEM, « Polovina občanů se považuje za eurorealisty », sondage réalisé du 3 au 13 juillet 2005 sur 1672 personnes âgées de plus de 18 ans
- Taggart, Paul, “A Touchstone of Dissent: Euroscepticism in Contemporary Western European Party Systems”, in : *European Journal of Political Research*, 1998 Vol.33: 363-388
- Taggart, Paul; Szczerbiak, Aleks, “Opposing Europe: Party Systems and Opposition to the Union, the Euro and Europeanisation”, *Sussex European Institute Working Paper* No.36. 2000
- Tychtl, Pavel, “Nothing but Nation”, in : *Central Europe Review*, Vol 1, No 10, 30 août 1999



Articles de presse

CTK Daily news « Klaus's views no longer interest European Union », 7 avril 2005

Dolejší, Václav, Šídlo, Jindřich, „ODS je arogantní, řekla straně část voličů“, *Mlada Fronta Dnes*, 29 septembre 2005

Gebertova, Alena, « Le jeu européen ambigu de l'ODS », *Radio Prague*, 04.06.2003

Gebertova, Alena, « Le Manifeste d'euro-réalisme de l'ODS », *Radio Prague*, 26 mars 2001.

Gebertova, Alena, « L'euro-scepticisme présidentiel face à l'euro-optimisme tchèque », *Radio Prague*, 16 mars 2005

Gissubelova, Jaroslava, « Klaus reste euro-sceptique », *Radio Prague*, 16 décembre 2005

Klaus, Václav , “So far so good”, *The Economist*, 19 septembre 1994, p.57-58

Klaus, Václav , “Why Europe must reject centralisation”, *Financial Times* 30. 8. 2005

Klaus, Václav, „ODS a Evropska Unie“, in : *Lidové noviny*, 1 mai 2002

Kubista, Anna, « UE et URSS : bonnet blanc et blanc bonnet selon Václav Klaus », *Radio Prague*, 16 juin 2005

*Lidové Noviny*, «Klaus vede, Česko ztrácí», 09.09.2005

*Lidové Noviny*, « Paroubek jde do souboje s názory Klause na EU », 7.09.2005

Menschik, Tomáš, « ODS volí Evropskou unii. Ale jakou? », in : *Lidové Noviny*, 25 avril 2002

*Mlada Fronta Dnes*, « Klaus srovnal nevládní organizace s komunisty », , 10 septembre 2005

*Mlada Fronta Dnes*, « Když se velcí politici sejdou v Praze », 12.09.2005

Nosálková, Tereza, « Stále ve Střehu. ODS by měla změnit svou protiunijní rétoriku », *Lidové Noviny*, 25.09.2004

Pasquier, Sylvaine, « Václav Klaus, l'anti-Havel », in : *L'Express*, 13 mars 2003

Plichta, Martin, “A Prague, l'ultra-libéral Václav Klaus est élu Président”, in: *Le Monde*, 02 mars 2003

*Radio Free Europe*, “Czech Opposition Leader Does Not Want `Euro-Czechs’”, 12 juin 2000

Slivinsky, Alain, Omar Mounir, Jaroslava Gissubelova, Václav Richter, « Václav Klaus, Président de la République tchèque », *Radio Prague*, 28 février 2003

Spritzer, Dinah, “Czech MEPs lead Euroskeptic faction – Opposition to EU constitution fuels Civic Democrats”, *The Prague Post*, 20 janvier, 2005

Topolánek, Mirek, “Ještě horší než evropská ústava je debata o ní”, *Hospodářské noviny*, 26 janvier 2005

### **Interviews**

- Ladislav Cabada (10 octobre 2005)
- Hynek Fajmon (6 octobre 2005)
- Michal Klíma (12 octobre 2005)
- Petr Mach (10 octobre 2005)
- Libor Rouček (7 octobre 2005)
- Jan Zahradil (11 octobre 2005)

## Publications du CEFRES

### Éditions du CEFRES

---

— Christian LEQUESNE, Lenka ROVNA (dir.). - “Zastoupení Evropské pětadvacítky v Evropském parlamentu”, 2005. 133 p.

— Maxime FOREST, Georges MINK (dir.). - “Post-communisme: les sciences sociales à l'épreuve”, 2003. 221 p.

— Muriel BLAIVE, Georges MINK (dir.). - “Benešovy dekrety. Budoucnost Evropy a vyrovnávání se s minulostí”, 2003. 123 p.

— Miroslav NOVÁK. - “Une transition démocratique exemplaire? L'émergence d'un système de partis dans les Pays tchèques”, 1997. 190 p.

— Laurent BAZAC-BILLAUD. - “Kroměříž '98 : Pour une Moravie nouvelle / Budoucnost zatopených území”, 1997. 90 p.

### Études du CEFRES

---

— Annabelle Coustaury, *L'ODS et l'Europe*, Étude du CEFRES n° 7, disponible en ligne : <http://www.cefres.cz/publications/etude7.pdf>

— Tereza Hyánková, *L'immigration des Kabyles d'Algérie en République tchèque*, Étude du CEFRES n° 6, disponible en ligne : <http://www.cefres.cz/publications/etude6.pdf>

— Bertrand Badie, *Raymond Aron, penseur des relations internationales. Un penseur « à la française » ?*, Étude du CEFRES n° 5, disponible en ligne : <http://www.cefres.cz/publications/etude5.pdf>

— Olivier Plumandon, *Organisations patronales et tripartisme en République tchèque*, Étude du CEFRES n° 4, disponible en ligne : <http://www.cefres.cz/publications/etude4.pdf>

— *Proměny „sladké Francie“*. *Otázky francouzských dějin 30. a 40. let 20. století*, Étude du CEFRES n° 3, disponible en ligne : <http://www.cefres.cz/publications/etude3.pdf>

— Carole Pommois, *La consommation à Prague : impacts sur l'espace urbain*, Étude du CEFRES n° 2, disponible en ligne : <http://www.cefres.cz/publications/etude2.pdf>

— Cyrille Billaud et François Richard : *Les élections européennes de juin 2004 en Pologne, République tchèque et Slovaquie*, Étude du CEFRES n° 1, disponible en ligne : <http://www.cefres.cz/publications/etude1.pdf>

### La Lettre du CEFRES

---

Vous pouvez également consulter en ligne sur le site du CEFRES : [www.cefres.cz](http://www.cefres.cz) la **LETTRE DU CEFRES**, également disponible sur demande ([cefres@cefres.cz](mailto:cefres@cefres.cz))

### Archives des publications du CEFRES

---

Vous pouvez également consulter en ligne sur le site du CEFRES : [www.cefres.cz](http://www.cefres.cz) la série des **CAHIERS du CEFRES** et des **DOCUMENT DE TRAVAIL** (rubrique : publications/archives)